

## **Rapport de présentation du Compte administratif 2021**

Le compte administratif (CA) retrace l'ensemble des mouvements, c'est à dire l'ensemble des recettes et des dépenses effectivement réalisées par la Ville sur une année. Il doit être présenté au Conseil municipal dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice, donc au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

Dans ce rapport sont présentées de manière synthétique les données des mouvements réels issues du document budgétaire réglementaire « compte administratif » conforme à la maquette prévue par l'instruction comptable M14.

Par ailleurs, les mouvements de dépenses et de recettes d'ordre qui sont des écritures purement comptables (écritures équilibrées en dépenses et en recettes) et qui n'occasionnent aucun mouvement de trésorerie ne sont pas intégrés dans le présent rapport. Ils sont néanmoins consultables dans le document réglementaire du compte administratif.

# I – Analyse du compte administratif 2021

## A- Fonctionnement

Malgré une hausse des dépenses de fonctionnement, le Compte administratif 2021 enregistre une hausse de l'épargne nette, en raison notamment d'une bonne progression des recettes de fonctionnement et notamment de la taxe additionnelle aux droits de mutation.

### 1. Dépenses de fonctionnement

En 2021, malgré un effort important de maîtrise des charges, les dépenses de fonctionnement sont marquées par une hausse importante. Cette hausse est néanmoins à relativiser dans la mesure où l'année 2020 avait été marquée par une période de confinement importante ayant conduit à une baisse d'activité et donc à une diminution des dépenses de fonctionnement.

#### 1.1. Charges à caractère général


Avec **2 039 647 €** de charges à caractère général, le CA 2021 affiche une réalisation proche des prévisions budgétaires avec un taux de réalisation de **96,67 %** (2 110 000 € inscrits au BP 2021).

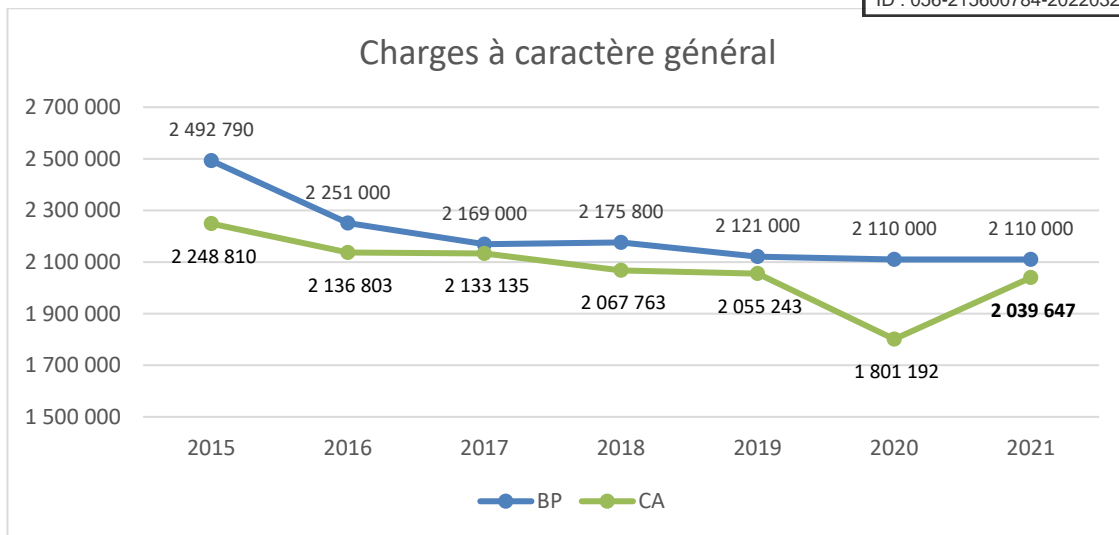
Comme indiqué lors du DOB 2022, les services, bien qu'impactés par la crise sanitaire qui perdure, ont retrouvé un fonctionnement régulier. Aussi, si l'on compare par rapport à 2019, dernière année de référence hors COVID, les charges à caractère général se situent à un niveau inférieur des réalisations 2019 puisque ces dernières s'établissaient alors à 2 055 243 € (-0,76%).

Les fournitures d'entretien sont restées à un niveau aussi élevé qu'en 2020 en raison de la crise sanitaire qui perdure (environ 30 000 € contre 20 000 € en 2019). En revanche, en raison de la constitution d'un stock important en 2020 de masques, de gels hydroalcooliques, etc. l'article 6068 « autres matières et fournitures » affiche une baisse par rapport à 2020 d'environ 50 000 €.

Les fêtes et cérémonies tout comme le budget réception n'ont pas encore retrouvé un niveau comparable à celui de 2019 contrairement aux articles relatifs à l'entretien et aux réparations diverses ou encore les fluides qui peu à peu retrouvent un niveau similaire à celui des années antérieures au COVID marquant ainsi un retour à un fonctionnement plus régulier des services.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>BP</b>	2 492 790	2 251 000	2 169 000	2 175 800	2 121 000	2 110 000	2 110 000
<b>CA</b>	2 248 810	2 136 803	2 133 135	2 067 763	2 055 243	1 801 192	<b>2 039 647</b>
<b>Taux de réalisation</b>	90,21%	94,93%	98,35%	95,03%	96,90%	85,36%	96,67%
<i>Evolution n-1</i>		-4,98%	-0,17%	-3,06%	-0,61%	-12,36%	13,24%

  
-0,76%



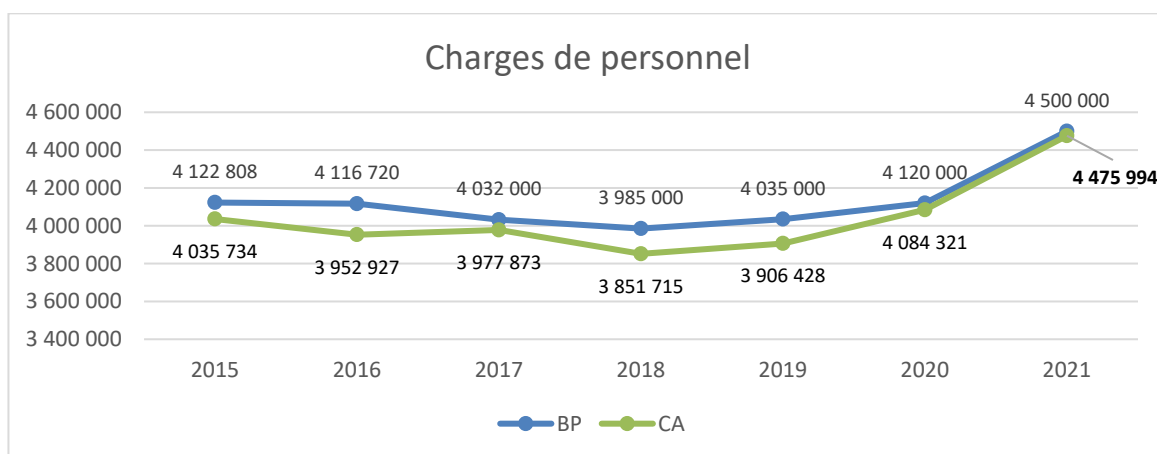
## 1.2. Charges de personnel

Avec 4 240 000 € de prévus initialement au BP 2021, la prévision s'est révélée en cours d'année insuffisante pour faire face à un certain nombre d'aléas conduisant la commune à adopter une décision modificative portant ainsi les crédits ouverts à 4 500 000 €.

Au final, la commune a consommé **4 475 994 €** au titre des charges de personnel contre 4 084 321 € en 2020.

Cette hausse s'explique par divers facteurs bien prévus au stade du budget primitif (revalorisation du RIFSEEP, recrutement d'un policier municipal, GVT, etc.) mais également par un certain nombre d'évènements imprévisibles et notamment le décès d'un agent ayant conduit au versement d'un capital décès, des régularisations diverses (cotisations, SFT, annualisation) et surtout une hausse du besoin en personnel scolaire liée à la fois au contexte sanitaire et à l'augmentation importante des effectifs dans les services péri et extrascolaires.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>BP</b>	4 122 808	4 116 720	4 032 000	3 985 000	4 035 000	4 120 000	4 500 000
<b>CA</b>	4 035 734	3 952 927	3 977 873	3 851 715	3 906 428	4 084 321	<b>4 475 994</b>
<b>Taux de réalisation</b>	97,89%	96,02%	98,66%	96,66%	96,81%	99,13%	99,47%
<i>Evolution n-1</i>	2,27%	-2,05%	0,63%	-3,17%	1,42%	4,55%	9,59%



### 1.3. Autres charges de gestion courante

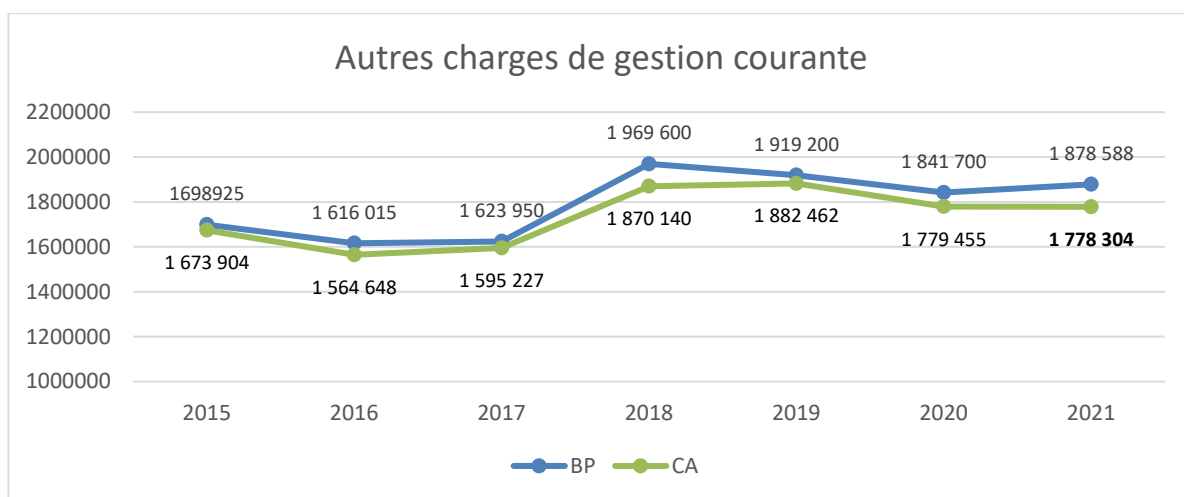
Il s'agit essentiellement des subventions versées par la commune aux associations et organismes publics ou privés mais également des indemnités versées au maire et aux adjoints.

Avec 1 778 304 € de dépenses, le chapitre 65 se maintient à un niveau équivalent à celui de 2020 (1 779 455 au CA 2020).

Bien que les activités des associations aient connu une reprise en 2021, certaines manifestations n'ont malheureusement pas pu avoir lieu (nuit étoilée notamment). Par ailleurs, la commune avait versé une subvention plus importante à l'OGEC et au CCAS en 2019.

Les subventions versées à L'ESTRAN (300 000 €) et au CCAS (640 000 €) sont par ailleurs restées stables.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>BP</b>	1698925	1 616 015	1 623 950	1 969 600	1 919 200	1 841 700	1 878 588
<b>CA</b>	1 673 904	1 564 648	1 595 227	1 870 140	1 882 462	1 779 455	1 778 304
<b>Taux de réalisation</b>	<b>98,53%</b>	<b>96,82%</b>	<b>98,23%</b>	<b>94,95%</b>	<b>98,09%</b>	<b>96,62%</b>	<b>94,66%</b>
<i>Evolution n-1</i>	2,65%	-6,53%	1,95%	17,23%	0,66%	-5,47%	-0,06%



### 1.4. Les atténuations de produits

Avec 125 855 € de réalisation au titre des atténuations de produit, le CA 2021 est conforme aux prévisions budgétaires 2021 (126 100 € au BP 2020).

Ce chapitre est relativement stable depuis 2018 dans la mesure où :

- depuis le transfert de la compétence eaux pluviales à Lorient Agglomération en 2018, l'attribution de compensation versée à Lorient Agglomération s'élève à 122 257.38 €,
- le dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les jeunes agriculteurs est relativement stable (3 598€ contre 3 593€ en 2020),
- un décret en date du 30 décembre 2019 publié au journal officiel du 31 décembre 2019 maintenait l'exemption de pénalités au titre de la loi SRU pour Guidel pour la période 2020/2022.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>BP</b>	72 700	140 000	106 000	126 000	126 000	126 600	126 100
<b>CA</b>	70 999	137 423	105 727	125 530	125 808	125 850	<b>125 855</b>
<b>Taux de réalisation</b>	<b>97,66%</b>	<b>98,16%</b>	<b>99,74%</b>	<b>99,63%</b>	<b>99,85%</b>	<b>99,41%</b>	<b>99,81%</b>
<i>Evolution n-1</i>		93,56%	-23,06%	18,73%	0,22%	0,03%	0,00%

## 1.5. Les charges financières

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Intérêts de la dette en cours</b>	363 135	340 173	293 145	286 035	282 125	270 698	<b>239 511</b>
% évolution	-8,44%	-6,32%	-13,82%	-2,43%	-1,37%	-4,05%	-11,52%

Le remboursement des intérêts de la dette s'élève à **239 511 €** contre 270 698 € en 2020 soit une diminution de l'ordre de 11.52%. Cette baisse s'explique par le fait que la majorité des emprunts est à échéances constantes. En effet, lorsqu'un emprunt est à échéances constantes, le montant de chaque échéance est identique sur toute la durée du prêt. La part des intérêts, plus élevée au départ, diminue progressivement tandis que celle du capital remboursé augmente progressivement.

Malgré ce mécanisme, le remboursement du capital diminue également passant de **1 029 885 €** en 2020 à 1 012 549 € en 2021 en raison de l'extinction d'un emprunt.

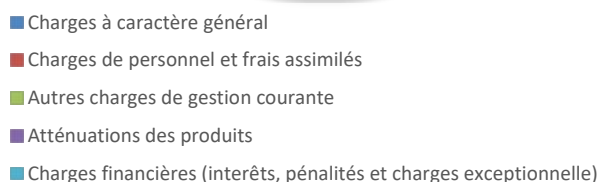
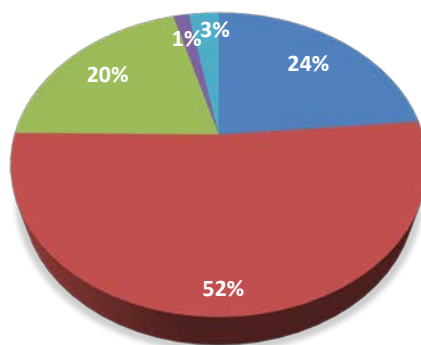
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Remboursement du capital de la dette</b>	955 279	1 000 529	849 927	841 661	899 473	1 029 885	<b>1 012 549</b>
% évolution		4,74%	-15,05%	-0,97%	6,87%	14,50%	-1.68%

## Conclusion

En raison d'une augmentation des charges à caractère général et des charges de personnel, le CA 2021 affiche une hausse des charges de fonctionnement de l'ordre de **6.81%** avec **8 664 138 €** de dépenses.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Charges à caractère général	2 248 810	2 136 803	2 133 135	2 067 763	2 055 243	1 801 192	2 039 647
Charges de personnel et frais assimilés	4 035 734	3 952 927	3 977 873	3 851 715	3 906 428	4 084 321	4 475 994
Autres charges de gestion courante	1 673 904	1 564 648	1 595 227	1 870 140	1 882 461	1 779 455	1 778 304
Atténuations des produits	70 999	137 423	105 727	125 530	125 808	125 850	125 855
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>8 029 447</b>	<b>7 791 801</b>	<b>7 811 962</b>	<b>7 915 148</b>	<b>7 969 940</b>	<b>7 790 818</b>	<b>8 419 800</b>
% évolution	2,82%	-2,96%	0,26%	1,32%	0,69%	-2,25%	8,07%
Intérêts de la dette en cours (art 66111)	363 135	340 173	293 145	286 035	282 125	270 698	239 511
Pénalités remboursement		23 500	2 000	2 000	2 000	0	500
Intérêts courus non échus – ICNE	-3 823	-817	-7 148	-4 953	-2 484	49 220	-7 285
Charges exceptionnelles (chapitre 67)	1 400	2 468	726	5 566	3 647	1 198	11 612
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>8 390 159</b>	<b>8 157 125</b>	<b>8 100 685</b>	<b>8 203 796</b>	<b>8 255 228</b>	<b>8 111 934</b>	<b>8 664 138</b>
% évolution	1,08%	-2,78%	-0,69%	1,27%	0,63%	-1,74%	6,81%

## Répartition des dépenses de fonctionnement en 2021



## 2. Les recettes de fonctionnement

Après une légère baisse en 2020 des recettes de fonctionnement (-0.91%), les recettes de fonctionnement enregistrent une hausse significative (+5.68%) en raison principalement d'une hausse exceptionnelle du produit de la taxe additionnelle aux droits de mutation.

### 2.1. Dotations, subventions et participations

Ce chapitre comprend :

- Les 3 composantes de la DGF : Dotation Forfaitaire (DF), Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et Dotation Nationale de Péréquation (DNP)
- Les participations
- Les subventions diverses de fonctionnement
- Le FCTVA

Concernant la DGF, après une baisse importante et continue de la DGF sur la période 2014/2019, la DGF se maintient à un niveau équivalent à celui de 2020 (**1 648 281 €** contre 1 650 924 € en 2020).

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
DGF, dotation forfaitaire	1 522 520	1 391 494	1 325 669	1 366 131	1 336 630	1 343 112	1 341 826
Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)	251 033	251 033	225 930	188 275	125 517	0	0
Dotation nationale de péréquation (DNP)	290 521	310 947	324 580	339 462	323 827	307 812	306 455
<b>DGF totale</b>	<b>2 064 074</b>	<b>1 953 474</b>	<b>1 876 179</b>	<b>1 893 868</b>	<b>1 785 974</b>	<b>1 650 924</b>	<b>1 648 281</b>
% évolution	-5,97%	-5,36%	-3,96%	0,94%	-5,70%	-7,56%	-0,16%

De même pour les participations, après une hausse importantes enregistrée en 2020 due au transfert des services jeunesse au 1er janvier 2020, les participations se maintiennent à un niveau quasi équivalent à celui de 2020. La légère hausse observée résulte de la perception d'une subvention pour l'aide au développement du commerce dans les centres villes (5 000 €) et d'une dotation plus importante pour les élections dans la mesure où la commune était bureau centralisateur pour les élections départementales.

Les compensations enregistrent une hausse importante. En effet, du fait de la réforme de la taxe d'habitation, la commune ne perçoit plus les compensations des exonérations de la taxe d'habitation (TH) mais elle perçoit, en revanche, les compensations du Foncier bâti sur les locaux industriels (réduction de 50%) qui représente 314 000 € en 2021.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
FCTVA	0	0	13 816	12 784	11 150	9 260	1 700
Participations	244 917	157 799	152 653	89 946	68 014	215 235	224 698
Compensations fiscales	191 972	149 522	193 883	208 756	219 847	223 604	353 825
<b>Total</b>	<b>436 889</b>	<b>307 321</b>	<b>360 352</b>	<b>311 486</b>	<b>299 011</b>	<b>448 099</b>	<b>580 223</b>
% évolution	83,24%	-29,66%	17,26%	-13,56%	-4,00%	49,86%	29,49%

Au global, les réalisations de ce chapitre s'élèvent à **2 228 504 €** contre 2 099 024 € en 2020 en raison principalement de la compensation liée à la perte de recettes résultant de la réduction de 50 % des valeurs locatives de foncier bâti (Article 29 de la loi de finances pour 2021).

## 2.2. Fiscalité directe

Depuis 2021, la suppression de la TH est effective pour les Collectivités locales.

Pour compenser la perte de produit de TH, un transfert de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties est opéré vers les communes. Le taux départemental de 2020 s'est ajouté au taux communal de taxe foncière, portant le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties à 40.26%. Pour chaque commune a été mis en œuvre un mécanisme de compensation financière reposant sur l'application d'un coefficient correcteur. Ce coefficient est calculé en déterminant le rapport entre le produit fiscal avant réforme et le produit fiscal après réforme. Il s'élève à 1.107966 pour Guidel. L'application de ce coefficient a permis à la commune de percevoir un niveau quasi équivalent à celui de 2020 au titre des contributions directes avec **6 896 776 €** contre 6 889 078 € en 2020. Néanmoins, la progression de ce produit est moins importante que la progression généralement constatée.

Il est rappelé que la commune continue de percevoir le produit de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Produit de la taxe d'habitation	2 748 835	2 744 852	2 796 056	2 858 419	2 977 042	3 018 553	<b>364 262</b>
		-0,14%	1,87%	2,23%	4,15%	1,39%	-87,93%
Produit de la taxe foncière sur le bâti	3 211 142	3 258 847	3 295 428	3 439 963	3 585 089	3 701 488	<b>6 355 501</b>
		1,49%	1,12%	4,39%	4,44%	3,03%	71,70%
Produit de la taxe foncière sur le non bâti	145 181	147 001	148 611	149 100	152 031	151 210	<b>155 252</b>
		1,25%	1,10%	0,33%	1,97%	-0,54%	2,67%
⇒ Produit des taxes directes	6 105 158	6 150 700	6 240 095	6 447 481	6 721 778	6 871 251	6 875 015
Rôles supplémentaires	15 208	11 884	71 518	24 431	57 480	17 827	21 761
⇒Produit des contributions directes	<b>6 120 366</b>	<b>6 162 584</b>	<b>6 311 613</b>	<b>6 471 912</b>	<b>6 771 462</b>	<b>6 889 078</b>	<b>6 896 776</b>
		0,69%	2,42%	2,54%	4,63%	1,74%	0,11%

### 2.3. Fiscalité indirecte

La fiscalité indirecte enregistre une hausse significative en 2021 (+23.03%) grâce principalement à la progression exceptionnelle du produit de la taxe additionnelle aux droits de mutation (+ 279 646 €). Les autres taxes progressent également mais de manière plus modérée. En revanche, mais sans surprise, la taxe sur les terrains devenus constructible, après une baisse progressive, n'aura apporté aucune recette en 2021.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dotations de solidarité communautaire	3 555	3 555	3 555	3 555	3 555	3 555	3555
FPIC	204 784	228 212	220 908	227 526	215 555	219 732	226410
Taxes pour utilisation des services publics et du domaine	21 465	21 285	20 684	20 387	19 367	15 816	19498
Taxe sur l'électricité	179 158	180 561	191 015	192 352	187 458	197 525	207873
Taxes sur la publicité	152	152	0	0	0	0	0
Taxe additionnelle aux droits de mutation	384 257	486 371	511 517	668 762	633 692	684 665	964311
Taxe sur les terrains devenus constructibles	0	29 193	75 093	174 207	68 682	34 238	0
<b>TOTAL</b>	<b>793 372</b>	<b>949 330</b>	<b>1 022 772</b>	<b>1 286 789</b>	<b>1 128 309</b>	<b>1 155 531</b>	<b>1 421 647</b>
% évolution	11,59%	19,66%	7,74%	25,81%	-12,32%	2,41%	23,03%

### 2.4. Les autres recettes d'exploitation

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire mais surtout une période importante de confinement ayant conduit à un fonctionnement ralenti des services, les produits de service remontent en 2021 pour atteindre 655 144 € (contre 522 155 € en 2020).

En raison d'un nombre plus important de remboursements liés à des longues maladie et à un congés maternité, les atténuations de charges enregistrent également une hausse significative (+ 60 000 € environ).

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Atténuation de charges	116 857	76 555	37 998	56 986	61 889	26 964	87 631
Produits des services	629 370	671 782	698 856	669 897	708 497	522 155	655 144
Autres produits de gestion courante	72 954	50 299	46 166	39 675	45 003	19 279	25 182
Produits exceptionnels	69 466	342 549	50 020	21 596	33 906	23 628	30 758
<b>TOTAL Autres recettes d'exploitation</b>	<b>888 647</b>	<b>1 141 185</b>	<b>833 040</b>	<b>788 154</b>	<b>849 295</b>	<b>592 026</b>	<b>798 715</b>
% évolution	-33,44%	28,42%	-27,00%	-5,39%	7,76%	-30,29%	34,91%

Au final, ce poste, après avoir baissé de 30.29 % en 2020, du fait notamment de la période de confinement, progresse de 34.91% en 2021.



## Conclusion

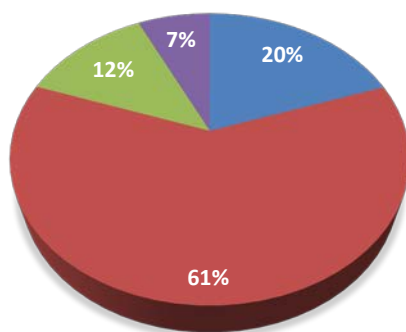
Après une baisse des recettes de fonctionnement en 2020 qui s'expliquait notamment par un fonctionnement ralenti des services en raison de la période de confinement et à la perte définitive de la DSU, ces dernières progressent à nouveau en 2021 pour atteindre **11 345 759 €**.

Les augmentations les plus importantes enregistrées en 2021 concernent la taxe additionnelle aux droits de mutation, les compensations fiscales et les produits de service.

## Évolution des recettes de fonctionnement

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
<b>Dotations et participations</b>							
DGF, dotation forfaitaire	1 522 520	1 391 494	1 325 669	1 366 131	1 336 630	1 343 112	1 341 826
Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)	251 033	251 033	225 930	188 275	125 517	0	0
Dotation nationale de péréquation (DNP)	290 521	310 947	324 580	339 462	323 827	307 812	306 455
FCTVA	0	0	13 816	12 784	11 150	9 260	1 700
Participations (art 747)	244 917	157 799	152 653	89 946	68 014	215 235	224 698
Compensations fiscales (art 748)	191 972	149 522	193 883	208 756	219 847	223 604	353 825
<b>Total</b>	<b>2 500 963</b>	<b>2 260 795</b>	<b>2 236 531</b>	<b>2 205 354</b>	<b>2 084 985</b>	<b>2 099 023</b>	<b>2 228 504</b>
% évolution		-9,60%	-1,07%	-1,39%	-5,46%	0,67%	6,17%
<b>Fiscalité directe</b>							
Produit des taxes directes	6 105 158	6 150 700	6 240 095	6 447 481	6 714 162	6 871 251	6 875 015
Rôles supplémentaires	15 208	11 884	71 518	24 431	57 480	17 827	21 761
<b>Total</b>	<b>6 120 366</b>	<b>6 162 584</b>	<b>6 311 613</b>	<b>6 471 912</b>	<b>6 771 642</b>	<b>6 889 078</b>	<b>6 896 776</b>
% évolution		0,69%	2,42%	2,54%	4,63%	1,73%	0,11%
<b>Fiscalité indirecte</b>							
Dotations de solidarité communautaire	3 555	3 555	3 555	3 555	3 555	3 555	3 555
FPIC	204 784	228 212	220 908	227 526	215 555	219 732	226 410
Taxes pour utilisation des services publics et du domaine	21 465	21 285	20 684	20 387	19 367	15 816	19 498
Taxe sur l'électricité	179 158	180 561	191 015	192 352	187 458	197 525	207 873
Taxes sur la publicité	152	152	0	0	0	0	0
Taxe additionnelle aux droits de mutation	384 257	486 371	511 517	668 762	633 692	684 665	964 311
Autres taxes	0	29 193	75 093	174 207	68 682	34 238	0
<b>TOTAL</b>	<b>793 371</b>	<b>949 329</b>	<b>1 022 772</b>	<b>1 286 789</b>	<b>1 128 309</b>	<b>1 155 531</b>	<b>1 421 647</b>
% évolution		11,59%	19,66%	7,74%	25,81%	-12,32%	23,03%
<b>Autres recettes d'exploitation</b>							
Atténuation de charges	116 857	76 555	37 998	56 986	61 889	26 964	87 631
Produits des services	629 370	671 782	698 856	669 897	708 497	522 155	655 144
Autres produits de gestion courante	72 954	50 299	46 166	39 675	45 003	19 279	25 182
Produits exceptionnels	69 466	342 549	50 020	21 596	33 906	23 628	30 758
Produits financiers	198	171	77	159	229	79	117
<b>TOTAL</b>	<b>888 845</b>	<b>1 141 356</b>	<b>833 117</b>	<b>788 313</b>	<b>849 524</b>	<b>592 105</b>	<b>798 832</b>
% évolution		-33,44%	28,42%	-27,00%	-5,39%	7,76%	-30,29%
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>10 303 545</b>	<b>10 514 064</b>	<b>10 404 033</b>	<b>10 752 368</b>	<b>10 834 460</b>	<b>10 735 737</b>	<b>11 345 759</b>
% évolution		2,04%	-1,05%	3,35%	0,76%	-0,91%	5,68%

## Répartition des recettes de fonctionnement en 2021



■ Dotations et participations ■ Fiscalité directe ■ Fiscalité indirecte ■ Autres recettes d'exploitation

### Conclusion sur la section de fonctionnement : une épargne nette en hausse

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes réelles de fonctionnement	10 303 545	10 514 066	10 404 033	10 752 367	10 834 460	10 735 737	11 345 759
Dépenses réelles de fonctionnement	8 027 024	7 816 952	7 807 540	7 917 761	7 973 103	7 841 236	8 424 627
<b>Epargne de gestion</b>	<b>2 276 521</b>	<b>2 697 114</b>	<b>2 596 493</b>	<b>2 834 606</b>	<b>2 861 357</b>	<b>2 894 501</b>	<b>2 921 132</b>
Intérêt de la dette	363 135	340 173	293 145	286 035	282 125	270 698	239 511
<b>Epargne brute</b>	<b>1 913 386</b>	<b>2 356 941</b>	<b>2 303 348</b>	<b>2 548 571</b>	<b>2 579 232</b>	<b>2 623 803</b>	<b>2 681 621</b>
Remboursement du capital de la dette	955 279	1 000 529	849 927	841 661	899 473	1 029 885	1 012 549
<b>Epargne nette</b>	<b>958 107</b>	<b>1 356 412</b>	<b>1 453 421</b>	<b>1 706 910</b>	<b>1 679 759</b>	<b>1 593 918</b>	<b>1 669 072</b>

## B- Investissement

### 1. Les dépenses d'investissement réalisées en 2021

Les dépenses d'investissement se sont élevées à **2 957 889 €** (3 359 663 € en 2020) dont 1 540 489 € au titre de la Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI).

		Crédits de paiement inscrits au BP (+DM) 2021	Crédits de paiement au CA 2021	
AP 2-1	Terrain synthétique et de rugby	522 400	499 221	
AP 2-2	Terrain de football, piste athlétisme, vestiaires et parking	65 000	41 713	
AP 2 bis	Restructuration du site de Polignac	150 000	144 214	
AP 6	Construction d'une nouvelle voirie à Prat Foën	4 200	3 917	
AP 10	Aménagement d'un cimetière paysager	386 243	55 771	
AP 12	Rénovation chambre funéraire	34 122	31 126	
AP 13	Requalification des voiries secteurs Scubidan	222 869	90 590	
AP 14	Réaménagement Parking de Prat Foën	840	0	
AP 15	Extension du périscolaire Élémentaire Pratfoën	404 044	382 802	
AP 16	Transfert skate park (1ère)	50 000	0	
AP 17	Toiture ST	320 000	291 135	
	<b>TOTAL AP/CP</b>	<b>2 159 718</b>	<b>1 540 489</b>	
	TOOTAL investissements hors AP/CP	1 793 795	1 417 400	
	<b>TOTAL</b>	<b>3 953 513</b>	<b>2 957 889</b>	<b>74.82%</b>

Avec 3 953 513 € de dépenses d'investissement de prévues au BP 2021, le taux de réalisation s'élève à **74,82%**.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
BP	4 964 104	4 002 043	2 739 267	4 362 838	7 203 038	7 520 000	4 911 556	3 953 513
CA	2 455 090	2 793 253	1 658 758	2 561 212	5 082 445	<b>5 717 230</b>	3 359 661	2 957 889
Taux de réalisation	49,46%	69,80%	60,55%	58,71%	70,56%	76,03%	68,40%	74,82%

### 2. Financement des investissements 2021

La commune a pu bénéficier des ressources propres d'investissement et d'une épargne encore importante. A ces recettes s'est ajouté le produit de la vente du local commercial situé au rez de chaussé des terrasses Kerbrest.

Bien que disposant d'un fonds de roulement important, la commune a préféré, comme cela avait été indiqué au stade BP, recourir à l'emprunt pour un montant de 1 058 180 € (1 000 000 € + 58 180 € liés au dossier de subvention pour l'extension des locaux périscolaires).

L'ensemble de ces recettes a permis à la commune de dégager un résultat positif de l'ordre de 977 314 € et d'abonder ainsi le fonds de roulement en portant son montant total en fin d'exercice à **6 271 696 €**.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Epargne nette</b>	<b>958 107</b>	<b>1 356 412</b>	<b>1 453 421</b>	<b>1 706 911</b>	<b>1 679 759</b>	<b>1 593 918</b>	<b>1 669 072</b>
<b>Ressources propres d'investissement</b>	<b>778 805</b>	<b>798 606</b>	<b>814 986</b>	<b>1 625 339</b>	<b>1 296 153</b>	<b>1 368 875</b>	<b>1 088 831</b>
FCTVA	347 646	423 816	260 684	409 145	736 303	863 907	486 563
Subventions perçues liées au PPI	236 710	221 497	350 162	984 998	250 058	257 926	272 843
Taxe d'aménagement	184 309	142 783	196 320	222 243	304 117	227 992	322 562
Amendes de police	10 140	10 510	7 820	8 953	5 675	19 050	6 863
<b>Produits de cession</b>	<b>185 975</b>	<b>268 961</b>	<b>761 675</b>	<b>767 151</b>	<b>6 000</b>	<b>251 800</b>	<b>119 120</b>
<b>Emprunt</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 058 180</b>
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	2 922 887	2 423 979	4 030 082	6 099 401	4 981 912	3 214 593	3 935 203
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 793 253	1 658 756	2 561 722	5 082 445	5 717 230	3 359 661	2 957 889
> Résultat de l'exercice	129 634	765 223	1 468 360	1 016 956	-735 318	-145 068	977 314
> Fonds de roulement à la clôture de l'exercice	2 794 595	2 924 229	3 689 452	5 157 812	6 174 768	5 294 382	<b>6 271 696</b>

## II- Présentation des ratios financiers

Population totale INSEE :

11891

11963

	STRATE 2019	RATIOS 2020	STRATE 2020	RATIOS 2021
		EN €		EN €
Dépenses totales de l'exercice (vue d'ensemble)		8 111 935		8 664 139
Moins R722 (travaux en régie)		10 872		29 973
Dépenses réelles		8 101 063		8 634 166
<b>Ratio 1 : dépenses réelles de fonctionnement sur population</b>	<b>1213</b>	<b>681</b>	<b>1176</b>	<b>722</b>
Contributions directes (73111)		6 889 078		6 896 776
<b>Ratio 2 : Produit des impositions directes / population.</b>	<b>559</b>	<b>579</b>		<b>577</b>
Recettes réelles		10 987 537		11 464 878
<b>Ratio 3 : Recettes réelles de fonctionnement /population.</b>	<b>1354</b>	<b>924</b>	<b>1313</b>	<b>958</b>
Chapitres 20+21+23 + travaux régie-204		3 271 145		2 864 592
<b>Ratio 4 : Total dépenses équipement /population.</b>	<b>376</b>	<b>275</b>	<b>309</b>	<b>239</b>
Encours de la dette (capital au 31/12 de l'exercice)		10 681 722		10 733 226
<b>Ratio 5 : Encours de la dette /population.</b>	<b>850</b>	<b>898</b>	<b>846</b>	<b>897</b>
Dotation globale de fonctionnement (7411+74123+74127)		1 650 924		1 648 281
<b>Ratio 6 : Dotation globale de fonctionnement/ population.</b>	<b>177</b>	<b>139</b>	<b>176</b>	<b>138</b>
Dépenses de personnel		4 084 321		4 475 994
<b>Ratio 7 Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>0,59</b>	<b>0,50</b>	<b>0,604</b>	<b>0,52</b>
Remboursement annuel de la dépense (en capital) 1641+16441+16818+168758		1 029 885		1 012 549
<b>Dépenses réelles de fonctionnement + remboursement annuel de la dépense en capital/les recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>0,96</b>	<b>0,83</b>	<b>0,96</b>	<b>0,84</b>
<b>Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>0,37</b>	<b>0,30</b>	<b>0,33</b>	<b>0,25</b>
<b>Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>0,63</b>	<b>0,97</b>	<b>0,64</b>	<b>0,94</b>
<b>Fonds de roulement en euros par habitant</b>	<b>286</b>	<b>445</b>	<b>316</b>	<b>524</b>